

# JACQUES CHEVALLIER

## PUBLICATIONS

### 1° OUVRAGES

#### \* Ouvrages individuels (9)

- L'élaboration historique du principe de séparation de la juridiction administrative et de l'administration active*, L.G.D.J. 1970, 317 p. ;
- La radio-télévision française entre deux réformes*, LGDJ 1975, 342 p. ;
- Éléments d'analyse politique*, PUF 1985, 285 p. ;
- Science administrative*, PUF, Coll. Thémis, 1<sup>er</sup> éd. 1986 ; 2<sup>e</sup> éd. 1994 ; 3<sup>e</sup> éd. 2002 ; 4<sup>e</sup> éd. 2007 ; 5<sup>e</sup> éd. 2013 ; 6<sup>e</sup> éd. 2019, 614 pp. — Trad. en grec : Athènes 1993 ;
- Le service public*, PUF, Coll. Que sais-je, n° 2359, 1<sup>er</sup> éd. : 1987 ; 2<sup>e</sup> éd. : 1991 ; 3<sup>e</sup> éd. : 1994 ; 4<sup>e</sup> éd. : 1997 ; 5<sup>e</sup> éd. : 2003 ; 6<sup>e</sup> éd. : 2005 ; 7<sup>e</sup> éd. : 2008 ; 8<sup>e</sup> éd. : 2010 ; 9<sup>e</sup> éd. : 2012 ; 10<sup>e</sup> éd. : 2015 ; 11<sup>e</sup> éd. : 2018. 126 pp. — Trad. En portugais : Editora Forum, 2<sup>ème</sup> éd., 2021, 116 pp. ;
- L'État de droit*, Montchrestien, Coll. Clefs, 1<sup>er</sup> éd. : 1992 ; 2<sup>e</sup> éd. : 1994 ; 3<sup>e</sup> éd. : 1999 ; 4<sup>e</sup> éd. : 2003 ; 5<sup>e</sup> éd. : 2010 ; 6<sup>e</sup> éd. 2017, 160 pp. — Trad. en turc : HAD, 2010, 154 pp. ; Trad. en portugais : Editora Forum, 2<sup>ème</sup> éd. 2021, 136 pp. ; Trad. en espagnol : Universidad Externado de Colombia, 2015, 102 pp. ;
- Institutions politiques*, LGDJ, Coll. Systèmes, 1996, 208 pp. — Trad. en bulgare : *Res publica*, 2010 ;
- L'État*, Dalloz, Coll. Connaissance du droit, 1<sup>ère</sup> éd. : 1999 ; 2<sup>e</sup> éd. : 2011, 122 pp. ;
- L'État post-moderne*, LGDJ, Coll. Droit et Société « Politique », n° 35, 1<sup>er</sup> éd. : 2003 ; 2<sup>e</sup> éd. : 2004 ; 3<sup>e</sup> éd. : 2008, ; 4<sup>ème</sup> éd. : 2014 ; 5<sup>ème</sup> éd. Coll. Classics : 2017 322 pp. — Trad. en portugais : Editora Forum, 2009, 308 pp. ; Trad. en espagnol : Universidad Externado de Colombia, 2011, 447 pp.

#### \* En collaboration (3)

- Introduction à la science administrative*, Dalloz, Mémentos, 1974, 164 pp.
- Science administrative*, LGDJ 1978
- Tome 1 : *Théorie générale de l'institution administrative*, 576 pp.
  - Tome 2 : *L'administration comme organisation et système d'action*, 696 pp.
- La science administrative*, PUF, Coll. Que sais-je, 126 p., n° 1817, 1<sup>er</sup> éd. 1980, 2<sup>e</sup> éd. 1987 — Trad. espagnole et portugaise.

#### \* Recueils de textes (présentés) (3)

- Le service public*, PUF, Dossiers Thémis 1971, 95 p.
- L'enseignement supérieur*, PUF, Dossiers Thémis 1971, 95 p.
- L'État de droit*, La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, n° 898, mars 2004, 110 pp.

#### \* Direction d'ouvrages collectifs ou de numéros spéciaux de revues (29)

1. *La participation dans l'administration française*, PUF 1975 ;
2. *Les nouvelles institutions régionales en Picardie*, CURAPP 1976 ;
3. *Centre, périphérie, territoire*, PUF 1978 ;
4. *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, Vol. 1, PUF 1978 ;
5. *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, Vol. 2, PUF 1979 ;
6. *Discours et idéologie*, PUF 1980 ;
7. *L'institution*, PUF 1981 ;
8. *Le pouvoir régional*, PUF 1982 ;
9. *La communication administration-administrés*, PUF 1983 ;
10. *Le droit en procès*, PUF 1983 ;
11. *L'institution régionale*, PUF 1984 ;
12. *La société civile*, PUF 1986 ;
13. Co-direction de *La solidarité, un sentiment républicain ?*, PUF 1992 ;
14. *Droit et politique*, PUF 1993 ;
15. *Le droit administratif en mutation*, PUF 1993 ;
16. *Les bonnes moeurs*, PUF 1994 ;
17. *L'identité politique*, PUF 1994 ;

18. *Public/privé*, PUF 1995 ;
19. Co-direction de *Étranger et citoyen : les immigrés et la démocratie locale*, L'Harmattan-Licorne, Coll. Villes plurielles, 1996;
20. *La gouvernabilité*, PUF 1996 ;
21. *Désordre(s)*, PUF 1997 ;
22. Co-direction de "L'administration de la sécurité", *Revue française d'administration publique*, n° 91, juillet-septembre 1999 ;
23. Co-direction de « La réforme de l'État et la nouvelle gestion publique : mythes et réalités », *Revue française d'administration publique*, n° 105-106, 2003 ;
24. Co-direction de *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, La Découverte, Coll. Recherches, 2005 ;
25. « La normativité », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 21, 2006 ;
26. « Le Défenseur des droits », *Revue française d'administration publique*, n° 139, 2011 ;
27. Co-direction de « Simplifier l'action publique ? », *Revue française d'administration publique*, n° 157, 2016.
28. Co-direction de *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, LGDJ, 2019.
29. Co-direction de *Dynamiques du Commun. Entre État, Marché et Société*, Editions de la Sorbonne, 2021.

## 2° ETUDES

### \* Chapitres d'ouvrages collectifs (156)

1. « Fonction contentieuse et fonction juridictionnelle », *Mélanges Stassinopoulos*, LGDJ, 1974, pp. 275-290 ;
2. « Bilan de recherche sur la participation dans l'administration française », in *La participation dans l'administration française*, PUF 1975, pp. 5-57 ;
3. « Réflexions sur l'idéologie de l'intérêt général », in *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, PUF 1978, pp. 11-45 ;
4. « Le modèle centre/périphérie dans l'analyse politique », in *Centre, périphérie, territoire*, PUF 1978, pp. 3-131
5. « Les fondements idéologiques du droit administratif français », in *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, Vol. 2, PUF 1979, pp. 3-57 ;
6. « Science administrative et sociologie de l'administration », *Encyclopaedia Universalis* 1979 (en collaboration) ;
7. « L'idéologie des fonctionnaires : invariance et/ou changement », in *Discours et idéologie*, PUF 1980, pp. 3-53
8. « Un nouveau sens de l'État et du service public », in *Administration et politique*, FNSP 1981, pp. 163-204 ;
9. « L'analyse institutionnelle », in *L'institution*, PUF 1981, pp. 3-61 ;
10. « La réforme régionale », in *Le pouvoir régional*, PUF 1982, pp. 109-185 ;
11. « Quel statut pour la télévision ? », *Universalis* 1983 ;
12. « L'articulation des pouvoirs locaux », in *Les pouvoirs locaux à l'épreuve de la décentralisation*, Pedone 1983, pp. 11-30 ;
13. « L'administration face au public », in *La communication administration-administrés*, PUF 1983, pp. 13-60
14. « L'ordre juridique », in *Le droit en procès*, PUF 1983, pp. 7-49 ;
15. « La région dans le système politico-administratif français », in *L'institution régionale*, PUF 1984, pp. 15-71 ;
16. « Figures de l'usager », in *Psychologie et science administrative*, PUF 1985, pp. 35-69 ;
17. « L'audiovisuel et les pouvoirs politiques », *Symposium, Encyclopaedia Universalis* 1985, pp. 741-746, ; 2<sup>ème</sup> éd. corrigée 1987 ; 3<sup>ème</sup> éd corrigée 1990 ;
18. « Économie sociale et société civile », in *La société civile*, PUF 1986, pp. 206-243;
19. « La gauche et la haute administration sous la V<sup>e</sup> République », in *La haute administration et la politique*, PUF 1986, pp. 9-48 ;
20. « Syndicalisme et État », in *L'actualité de la Charte d'Amiens*, PUF 1987, pp. 65-120 ;
21. « État », in *Dictionnaire encyclopédique de théorie et sociologie du droit*, 1<sup>ère</sup> éd., LGDJ 1988, pp. 147-151
22. « Les sciences de l'organisation », *Encyclopédie philosophique universelle*, Vol. 1 : *l'univers philosophique*, 1989, article n° 204, pp. 1336-1341 ;
23. « Les politiques de déréglementation », in *Les déréglementations*, Economica 1988, pp. 11-46 ;
24. « Le mythe de la transparence administrative », in *Information et transparence administratives*, PUF 1988, pp. 239-275 ;
25. « Changement politique et droit administratif », in *Les usages sociaux du droit*, PUF 1989, pp. 293-326 ;
26. « Le mirage de la société civile », in *Libéralisme, société civile, Etat de droit*, PUF 1989, pp. 46-49
27. « Les autorités administratives indépendantes », *Universalis* 1989, pp. 177-178 ;
28. « Administration et politique », *Symposium, Encyclopaedia Universalis*, 1990
29. « La séparation des pouvoirs », in *La continuité constitutionnelle en France de 1789 à 1989*, Economica 1990, pp. 113-146 ;
30. « La rationalisation de la production juridique », in *L'Etat propulsif*, Publisud 1991, pp. 11-46 ;
31. « La Poste et les télécommunications », in *La communication*, PUF 1991, pp. 144-158 ;

32. « La résurgence du thème de la solidarité », in *La solidarité : un sentiment républicain ?*, PUF 1992, pp. 111-135 ;
33. In *Dictionnaire constitutionnel*, P.U.F. 1992 : (« Administration » (Constitution et -), pp. 9-11 ; « Administration (- et régime politique) », pp. 11-14 ; « Agence », pp. 19-20 ; « Commissaire du gouvernement », p. 170 ; « Conseil d'État », pp. 200-202 ; « Cour administrative d'appel », p. 245 ; « Établissement public », pp. 409-410 ; « Office », pp. 672-673 ; « Séparation des autorités administratives et judiciaires », pp. 970-971 ; « Tribunal administratif », pp. 1045-1046).
34. « L'évolution de l'État », in *L'état de la France 93-94*, La découverte, pp. 484-488 revu pour *l'Etat de la France 94-95*, pp. 489-494, *95-96*, pp. 499-504, *96-97*, pp. 484-490, *97-98*, pp. 543-549, *98-99*, pp. 493-499, *99-2000*, pp. 517-523, *2000,-2001*, pp. 481-487 ; *2001-2002*, pp. 497-504 ; *2002*, pp. 294-300 ; *2003*, pp. 277-283 ; *2004*, pp. 280-286, *2005-2006*, pp. 244-250 ; *2007-2008*, pp. 244-251 ; *2009-2010*, pp. 243-249 ; *2011-2012*, pp. 243-249 ; 2013-2014, pp. 235-241 ;
35. « De Gaulle, l'administration, la réforme administrative », in *De Gaulle en son siècle*, Tome 3 : "Moderniser la France", Plon-La Documentation française, 1992, pp. 541-566 ;
36. « Regards sur l'administré », in *Les usagers entre marché et citoyenneté*, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, 1992, pp. 25-40 ;
37. « Les ressources juridiques des régions », in *Deux décennies de régionalisation*, Conseil régional de Picardie, 1992, pp. 34-55 et « les Compétences régionales », in *Les politiques régionales*, PUF 1993, pp. 7-26 ;
38. « La Poste », in *Dictionnaire critique de la communication*, PUF 1993, n° 52, pp. 658-665 ;
39. « Institutions », in *Dictionnaire critique de la communication*, PUF 1993, n° 140, pp. 1276-1284 ;
40. « Science du droit et science du politique : de l'opposition à la complémentarité », in *Droit et politique*, PUF 1993, pp. 251-261 ;
41. « Les autorités administratives indépendantes », in *La vie politique en France*, Seuil, Coll. Essais, 1993, pp. 168-182 ;
42. « Les lois expérimentales. Le cas français », in *Évaluation législative et lois expérimentales*, P.U. d'Aix-Marseille, 1993, pp. 119-152 et *L'écriture du droit*, Éditions Diderot, 1996, pp. 167-203 ;
43. « Les interprètes du droit », in *La doctrine juridique*, P.U.F. 1993, pp. 259-282 et in *Interprétation et droit*, Ed. Bruylant-P.U. d'Aix-Marseille, 1995, pp. 115-134 ;
44. « Le droit administratif entre science administrative et droit constitutionnel », in *Le droit administratif en mutation*, PUF 1993, pp. 11-40 ;
45. « Des associations dans l'orbite de l'État ? », in *Citoyens et pouvoirs en Europe*, Syros 1993, pp. 67-77 ;
46. « État », pp. 236-240 ; « Etat de droit », pp. 240-241 ; « État providence », pp. 241-243, In *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd. LGDJ 1993 ;
47. « Identité, organisation, institution », in *L'identité politique*, PUF 1994, pp. 239-251 ;
48. « Contrôle parlementaire et évaluation », in *L'évaluation législative*, Cahiers de méthodologie juridique n° 9, *Revue de la Recherche juridique Droit prospectif*, Presses universitaires d'Aix-Marseille 1994, n° 4, pp. 1081-1096 et « L'évaluation législative : un enjeu politique », in *Contrôle parlementaire et évaluation*, La Documentation française 1995, pp. 13-27 ;
49. « La symbolique de la loi », in *La loi et les lois*, Filum (Association Cause freudienne), n° 3, décembre 1994, pp. 23-28 ;
50. « For intérieur et contrainte institutionnelle », in *Le for intérieur*, PUF 1995, pp. 251-266 ;
51. « De quelques usages du concept de régulation », in *La régulation entre droit et politique*, L'Harmattan, 1995, pp. 71-93 et in *Mélanges G.C. Vlachos*, Ed. Sakkoulas-Bruylant 1995, pp. 381-402 ;
52. « L'épuration au Conseil d'État », in *Le rétablissement de la légalité républicaine*, Éditions complexe, 1996, pp. 447-460 ;
53. « La politique française de modernisation administrative », in *L'Etat de droit*, Mélanges Braibant, Dalloz, 1996, pp. 69-87 ;
54. « Quel avenir pour les services publics « à la française » ? », *L'Etat de la France 1996-1997*, pp. 30-34, *1997-1998*, 557-561, *1998-1999*, pp. 509-513, *1999-2000*, pp. 536-540, *2000,-2001*, pp. 492-497 ; *2001-2002*, pp. 508-513 ; *2002*, pp. 304-310 ; *2003*, pp. 288-294 ; *2004*, pp. 291-298 ; *2005-2006*, pp. 255-261 ; *2007-2008*, pp. 256-263 ; *2009-2010*, pp. 254-261 ; *2011-2012*, pp. 254-261 ; 2012-2014, pp. 247-254 ;
55. « Essai d'analyse structurale du Préambule », in *Le Préambule de la Constitution de 1946 : antinomies juridiques et contradictions politiques*, PUF 1996, pp. 13-36 ;
56. « Les agences : effet de mode ou révolution administrative ? », in *Études en l'honneur de Georges Dupuis*, LGDJ 1997, pp. 47-62 ;
57. « Le regard des sciences sociales », in *A propos de l'administration française*, La Documentation française, 1998, pp. 175-185 ;
58. « La création d'un ministère », in *Instituer l'environnement. Vingt-cinq ans d'administration de l'environnement*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 1999, pp. 21-48 ;
59. Trois articles (« L'État reste présent dans l'économie, mais à la manière d'un stratège et non plus d'un pilote », « Même allégé de certaines fonctions, l'Etat reste un cadre privilégié de régulation politique des sociétés », « Le gouvernement représentatif ne paraît plus suffisant pour répondre à l'exigence démocratique ») in *Le nouvel état du monde : 80 idées-forces pour entrer dans le 21<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, 1999, Nlle édition, 2002

60. « Le fonctionnaire en uniforme face aux usagers », in *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*, Economica, 2000, pp. 81-85 ;
61. « L'obligation en droit public », in « L'obligation », *Archives de philosophie du droit*, Tome 44, 2000, pp. 179-194 ;
62. « La place du service public dans l'univers juridique contemporain », in *Le service public en devenir*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 2000, pp. 21-36 ;
63. Trois articles (« Démocratie », « État », « État de droit »), in *Le dictionnaire historique et géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, 2000, 2002, 2005.
64. « Droit constitutionnel et institutions politiques : les mésaventures d'un couple fusionnel », in *La République, Mélanges Avril*, Montchrestien, 2001, pp. 183-199 ;
65. « Évaluation juridique et gouvernance », in *Évaluation et gouvernance*, Sté française de l'évaluation, 2001, pp. 121-128 ;
66. « Mondialisation du droit ou droit de la mondialisation ? », in C.A. Morand (Dir.), *Le droit saisi par la mondialisation*, Bruylant, 2001, pp. 37-61 ;
67. « Lutte contre la corruption et loyauté dans les relations internationales », in J. Laroche (Dir.), *La loyauté dans les relations internationales*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 1<sup>ère</sup> éd. 2001, pp. 185-211 ; 2<sup>ème</sup> éd. 2010, pp. 147-176 ;
68. « La crise de la démocratie : mythe ou réalité ? », in *Les mutations contemporaines du droit public, Mélanges en l'honneur de Benoît Jeanneau*, Dalloz, 2002, pp. 361-381 ;
69. « Lutte contre les discriminations et État-providence », in D. Borrillo (Dir.), *Lutter contre les discriminations*, La Découverte, Coll. Recherches, 2003, pp. 38-54 ;
70. « L'interprétation des lois », in G. Fauré, G. Koubi (Dir.), *Le titre préliminaire du Code civil*, Economica, 2003, pp. 125-141 ;
71. « Séparation des autorités », in D. Alland, S. Rials (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF-Lamy, 2003, pp. 1404-1406 ;
72. « État et ordre concurrentiel », in *L'ordre concurrentiel. Mélanges en l'honneur d'Antoine Pirovano*, Ed. Frison-Roche, 2003, pp. 59-72 ;
73. « Science politique et science juridique », in E. Darras, O. Philippe (Dir.), *La science politique une et multiple*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 2004, pp. 41-59 ;
74. « Réflexions sur la notion de discrimination positive », in *Libertés, justice, tolérance, Mélanges Cohen-Jonathan*, Bruylant, 2004, pp. 415-428 ;
75. « Les pratiques administratives », in IFSA-CADA, *Transparence et secret*, Documentation française, 2004, pp. 83-98 ;
76. « Autorités administratives indépendantes », in L. Cadet (Dir.), *Dictionnaire de la Justice*, PUF, 2004, pp. 94-98 ;
77. « La science administrative et le paradigme de l'action publique », *Études en l'honneur de Gérard Timsit*, Bruylant, 2004, pp. 267-292 ;
78. « La gouvernance et le droit », *Mélanges Amselek*, Bruylant, 2005, pp. 189-207 ;
79. « Fonction publique et recherche : un apprentissage tardif », *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, La Découverte, Coll. Recherches, 2005, pp. 248-266 ;
80. « La démocratie délibérative : mythe et réalité », *Politiques, communication et technologies. Mélanges en hommage à Lucien Sfez*, PUF, 2006, pp. 75-87 ;
81. « Le modèle politique du contrat dans les nouvelles conceptions des régulations économiques », M.A. Frison-Roche (Dir.), *Les engagements dans les systèmes de régulation*, Presses de Sciences Po-Dalloz, 2006, pp. 143-150 ;
82. « L'État régulateur », M. Lombard (Dir.), *Régulation économique et démocratie*, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2006, pp. 29-41 ;
83. « Souveraineté et droit », D. Maillard Desgrées du Loû (Dir.), *Les évolutions de la souveraineté*, Montchrestien, Coll. Grands Colloques, 2006, pp. 203-219 ;
84. « Les fondements du droit administratif à l'épreuve de l'Europe », in P. Raimbault (Dir.), *La puissance publique à l'heure européenne*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2006, pp. 37-50 ;
85. « Pour une sociologie du droit constitutionnel », in *L'architecture du droit, Mélanges Troper*, Economica, 2006, pp. 281-297 ;
86. « Propos introductif », in D. Lochak (Dir.), in *Mutations de l'État et protection des droits de l'homme*, Presses universitaires de Paris 10, 2006, pp. 15-30 ;
87. « La Direction du Service National et les réformes de l'administration centrale », in *L'organisation du service militaire, reflet des évolutions de la société française*, SGA-Défense, 2007, pp. 69-77 ;
88. « L'État stratège », in *Le temps de l'État, Mélanges Birnbaum*, Fayard, 2007, pp. 372-385 ;
89. « La solution des litiges et la réponse aux conflits », in D. Borrillo (dir.), *HALDE : actions, limites et enjeux*, La Documentation française, 2007, pp. 51-54 ;
90. « L'héritage politique de la colonisation », in M.C. Smouts (dir.), *La situation postcoloniale*, Presses Sciences Po, 2007, pp. 360-377 ;

91. « Le débat public en question », in *Pour un droit commun de l'environnement*, *Mélanges Prieur*, Dalloz, 2007, pp. 489-508 ;
92. « Le juge constitutionnel et l'effet Becket », in *Le renouveau du droit constitutionnel*, *Mélanges Favoreu*, Dalloz, 2007, pp. 83-94 ;
93. Juriste engagée(e) ? , in Véronique Champeil-Desplats, N. Ferré (dir.), *Frontière du droit, critique des droits.*, LGDJ, Coll. Droit et Société, 2007, pp. 305-310 ;
94. « L'administration subordonnée ? », in *La Constitution de la Ve République. Réflexions pour un Cinquantenaire*, La Documentation française, 2008, pp. 87-96 .
95. « État de droit », in *Dictionnaire des droits de l'homme*, PUF, 2008, pp. 388-390 ;
96. « Les enjeux constitutionnels des politiques de réforme de l'État » in *Cinquantième anniversaire de la Constitution de la Cinquième République*, Dalloz, 2008, pp. 755-763 ;
97. « Contractualisation et régulation » in S. Chassagnard-Pinet, D. Hiez (dir.), *La contractualisation de la production normative*, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2008, pp. 83-93 ;
98. « L'État central : quelles évolutions ? Quels enjeux ? », in « La réforme de l'État », *Cahiers Français*, n° 346, La Documentation française, 2008, pp. 40-44 ;
99. « Droit et action publique », in *Le droit figure du politique. Etudes offertes à Michel Miaille*, Université Montpellier 1, Tome 2, 2009, pp. 421-433 ;
100. « Libres propos sur la démarche scientifique », *Etudes en l'honneur du professeur Jean-Arnaud Mazères*, Litec, 2009, pp. 125-135 ;
101. « Les aspects idéologiques de l'État de droit », *L'État de droit en droit international*, Pedone, 2009, pp. 69-80 ;
102. « L'enseignement du droit en question », *Administration et politique : une pensée critique et sans frontières, Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Gleizal*, PUGrenoble, Coll. CERDHAP, 2009, pp. 111-120 et « Critique du droit et la question de l'enseignement du droit », in X. Dupré de Boulois, M. Kaluszynski, *Le droit en révolution(s). Regards sur la critique du droit des années 1970 à nos jours*, LGDJ, Coll. Droit et société « Recherches et travaux », 2011, pp. 103-112 ;
103. « Performance et gestion publique », in *Réformes des finances publiques et modernisation de l'administration, Mélanges en l'honneur de Robert Hertzog*, Economica, 2010, pp. 83-93 ;
104. « Politiques publiques », A.J. Arnaud (dir.), *Dictionnaire de la globalisation*, LGDJ-Lextenso, 2010, pp. 405-408 ;
105. « Droits de l'homme : des garanties à géométrie variable ? », in *Droit, liberté, paix, développement, Mélanges en l'honneur de Madjid Benchikh*, Pedone, 2011 ;
106. « Le contrôleur général des lieux de privation de liberté », in *L'administration pénitentiaire face aux principes de la nouvelle gestion publique*, PUGrenoble, Coll. Cerdhap, 2011, pp. 187-201 ;
107. « Peut-on encore parler d'un « modèle français d'administration ? », *La conscience des droits, Mélanges Costa*, Dalloz, 2011, pp. 129-137 ;
108. « Les associations dans l'orbite du droit », in *Mélanges en l'honneur de Julien-Laferrrière*, Bruylant, 2011, pp. 119-131 ;
109. « Délibération et participation », Rapport public du Conseil d'État 2011 « Consulter autrement, participer effectivement », *Etudes et documents*, n° 62, 2011, pp. 195-205 ;
110. « Penser à partir de Pierre Clastres : l'État et le devoir de parole » in Miguel Abensour, Anne Kupiec (Eds.), *Pierre Clastres*, Sens et Tonka, 2011, pp. 311-322 ;, pp. 311-322 ;
111. « Le droit autorise-t-il la rêverie ? », in M. Doat, G. Darcy (dir.), *L'imaginaire en droit*, Bruylant, 2011, pp. 125-139 ;
112. « L'indépendance de la recherche », *Indépendance(s), Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Autin*, PU. Montpellier, 2011, pp. 197-214 ;
113. « Agencification et gouvernance », Rapport public du Conseil d'État 2012 « Les agences : une nouvelle gestion publique ? », *Etudes et documents*, n° 63, 2012, pp. 239-250 ;
114. « Démocratie de proximité et débat public » in *La démocratie de proximité. Bilan et perspectives de la loi du 27 février 2002, dix ans après*, Berger-Levrault, 2013, pp. 81-92 ;
115. « La participation des citoyens au fonctionnement de la justice », in *Rendre (la) justice*, Les entretiens d'Auxerre, Editions Sciences humaines, 2013, pp. 219-235 ;
116. « Peut-on rationaliser la production du droit ? », in F. Peraldi-Leneuf, S; de la Rosa (dir.), *L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation*, Pedone, 2013 pp. 17-28 ;
117. « Gouvernement » ; « Intérêt général », in *Dictionnaire critique interdisciplinaire de la participation*, Dictionnaire en ligne, 2013 ;
118. « A propos de la gouvernance universitaire », in *L'État, le Droit, Le Politique, Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Colliard*, Dalloz, 2014, pp. 397-407 ;
119. « La conférence de consensus sur la récidive : un style nouveau de décision en matière pénale ? », *Politiques(s) criminelles (s), Mélanges en l'honneur de Christine Lazerges*, Dalloz, 2014, pp. 133-145 ;
- 120 « La police est-elle encore une activité régaliennne ? », in C. Vautrot-Schwartz (dir.), *La police administrative*, PUF, Coll. Thémis-Essais, 2014, pp. 5-20 ;

121. « L'argument sociologique dans l'étude du droit constitutionnel », in *L'argument sociologique en droit. Pluriel et singularité*, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2015, pp. 241-253 ;
122. « Régulation et service public », in T. Boccon-Gibod, C. Gabrielli (dir.), *Normes, institutions et régulation publique*, Hermann, 2015, pp. 157-166 ;
123. « Consultations ouvertes et participation du public », in AFDA, *Les procédures administratives*, Dalloz, 2015, pp. 191-203 ;
124. « Le comparatisme en science administrative », *Mélanges en l'honneur du professeur Henri Oberdorff*, Lextenso-LGDJ, 2015, pp. 207-214 ;
125. « Déclin ou permanence du mythe de l'intérêt général ? », in *L'intérêt général. Mélanges en l'honneur de Didier Truchet*, Dalloz, 2015, pp. 83-93 ;
126. « Heurs et malheurs de l'institution psychiatrique », in G. Koubi, P. Hennion-Jacquet, V. Azimi (dir.), *L'institution psychiatrique au prisme du droit. La folie entre administration et justice*, Editions Panthéon-Assas, 2015, pp. 37-49 ;
127. « Les linéaments d'une théorie sociologique de l'administration », in C. Alonso, A. Duranthon, J. Schmitz (dir.), *La pensée du doyen Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?* Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2015, pp. 621-632 ;
128. « L'Union européenne comme espace démocratique » in *L'identité du droit de l'Union européenne. Mélanges en l'honneur de Claude Blumann*, Bruylant, 2015 pp. 79-91 et R. Guva et G. Rouet (dir.), *Les citoyens et l'intégration européenne*, L'Harmattan, 2016, pp. 11-25 ;
129. « Ordre juridique et logique de marché », in S. Dormont, T. Perroud (dir.), *Droit et marché*, LGDJ, 2015, pp. XIII à XXIV ;
130. « L'apport et le statut de la légistique », in P. Albertini (dir.), *La qualité de la loi. Expériences française et européenne*, Mare et Martin, 2015, pp. 31-51 ;
131. « Aux origines de la crise : typologie des causes de la crise des institutions », in V. Mazeaud, P. de Montalivet (dir.), *La crise des institutions*, LGDJ-Lextenso, 2016, pp. 17-24 ;
132. « Le droit français et la question des données publiques », in D. Bourcier, P. De Filippi (dir.), *Open data et big data. Nouveaux défis pour la vie privée* Mare et Martin, Droit et science politique, 2016, pp. 29-40 ;
133. « 'Surveiller' : contrôle social et 'Big data' », in Ligue des droits de l'homme, *Le monde qui vient. Entre périls et promesses. 2000-2015 : un état des droits*, La Découverte, 2016, pp. 132-140 ;
134. « Les fichiers administratifs, instruments de l'action publique », in F. Eddazi, S. Mauclair (dir.), *Le fichier*, Lextenso-LGDJ, 2017, pp. 125-135 ;
135. « Réflexions sur la notion de territoire », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Gérard Marcou*, IRJS Editions, 2017, pp. 97-104 ;
136. Le « public » du Code », in G. Koubi, L. Cluzel-Métayer, W. Tamzini (dir.), *Lectures critiques du Code des relations entre le public et l'administration*, Lextenso, 2018, pp. 127-140 ;
137. « Les Nudges dans la modernisation de l'action publique », in M. Bozzo-Rey, A. Brunon-Ernst (dir.), *Nudges et normativités. Généalogies, concepts et applications*, Herrmann 2018, pp. 227-237 ;
138. « La Soft law. Le point de vue d'un interniste publiciste », in P. Deumier, J.M. Sorel (dir.), *Regards croisés sur la soft law en droit interne, européen et international*, LGDJ, Contextes, Culture du droit, 2018, pp. 77-89 ;
139. « La vie privée à l'épreuve de la société numérique », in *Penser le droit à partir de l'individu, Mélanges en l'honneur du professeur Elisabeth Zoller*, Dalloz, 2018, pp. 563-576 ;
140. « Ce qui fait discipline en droit », in F. Audren, S. Barbou des Places (dir.), *Qu'est-ce qu'une discipline juridique ? Fondation et recomposition des disciplines dans les facultés de droit*, LGDJ, 2019, pp. 47-59 ;
141. « L'engagement politique des juristes » (en collaboration), in *A droit ouvert. Mélanges en l'honneur d'Antoine Lyon-Caen*, Dalloz, 2018, pp. 225-238 ;
142. « Les soubassements idéologiques de l'ordre public économique », in A. Laget-Annamayer (dir.), *L'ordre public économique*, LGDJ-Lextenso, 2018, pp. 37-49 ;
143. « Qu'est-ce qu'un bon juriste ? », in M. Vogliotti (dir.), *Pour une nouvelle éducation juridique*, L'Harmattan, 2018, pp. 55-64 ;
144. « Globalisation et post-modernité », in W. Capeller, J. Commaille, L. Ortiz (dir.), *Repenser le droit. Hommage à André-Jean Arnaud*, LGDJ, Série Droit, n° 59, 2019, pp. 233-242 ;
145. « Les autorités administratives indépendantes : un produit d'importation ? », in F. Bottini, *Néolibéralisme et américanisation du droit*, Mare et Martin, Coll. Droit public, 2019, pp. 141-154 ;
146. « L'arrêt Barel », in *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, LGDJ, 2019, pp. 275-283 ;
147. « Le tournant des années 1970 », in M. Cornu, C. Nougaret, Y. Potin, B. Ricard, N. Wagener (dr.), 1979. *Genèse d'une loi sur les archives*, Comité d'histoire du ministère de la culture, Travaux et documents n° 41, 2019, pp. 137-154 ;
148. « La construction d'un discours expert : France Stratégie », in G. Koubi, W. Tamzani (dir.), *Discours administratifs, droit(s) et transformations sociales*, IRJS Editions, Coll. Les voies du droit, 2020, pp. 59-72 ;
- 149 « L'État », in J.B. Racine (dir.), *Le droit économique du XXIème siècle. Notions et enjeux*, LGDJ, 2020, pp. 349-364 ;

150. Le rôle des experts dans la prise de décision publique : confiscation de la décision ou instrumentalisation de l'expertise ? », in A. Van Lang, B. Lormeteau (dir.), *L'abandon du projet d'aéroport Notre-Dame-des-Landes : quels enseignements ?*s, PUR, 2021, pp.285-296 ;
151. « La régulation, alternative à la police économique ? », in F. Bottini (dir.), *La police de la liberté*, Legitech, 2021, pp. 180-188 ;
152. « Le renouvellement des institutions administratives », in L. Cluzel-Métayer, C. Prébissy-Schnall, A. Sée (dir.), *La transformation numérique des services publics : une nouvelle crise ?* Mare et Martin, 2021, pp. 25-35 ;
153. « A quoi sert la distinction droit public-droit privé ? », in *Le droit, à quoi bon ? Mélanges en l'honneur d'Alain Bernard*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFD), 2021, pp. 111-123 ;
154. « État-plateforme et Covid 19 », in X. Delpech (dir.), *L'émergence d'un droit des plateformes*, Dalloz, 2021, pp. 163-173 ;
155. « Le droit administratif et la sociologie » in K-H. Voizard, J. Caillosse (dir.), *Le droit administratif aujourd'hui. Retours sur son enseignement*, Dalloz, 2021, pp. 311-326 ;
156. « Une agence pour le sport », in C. Chassard, C. Fortier, D. Jacotot (dir.), *Le sport au carrefour des droits. Mélanges en l'honneur de Gérald Simon*, LexisNexis, 2021, pp. 31-42 ;

**\* Avant-propos, articles de synthèse, conclusions, postfaces (47)**

1. Article de synthèse, in *La communication politique*, PUF 1991, pp. 197-209 ;
2. Article de synthèse « Quels outils pour quelle décision ? », in *L'administration et les nouveaux outils d'aide à la décision : systèmes experts et SIAD*, Editions STH, 1992, pp. 181-189 ;
3. Article de synthèse in *L'évaluation dans l'administration*, PUF 1993, pp. 179-186 ;
4. Article de synthèse in *Mutations internationales et évolution des normes*, PUF 1994, pp. 189-196
5. Article de synthèse in *Le financement du développement local*, PUF 1995, pp. 197-204 ;
6. Article de synthèse in *Etranger et citoyen : les immigrés et la démocratie locale*, L'Harmattan-Licorné, Coll. Villes plurielles, 1996, pp. 71-79 ;
7. Article de synthèse in *L'intercommunalité, : bilan et perspectives*, PUF 1997, pp. 273-279 et Annuaire des collectivités locales 1996, pp. 640-646 ;
8. Article de synthèse in *La politique ailleurs*, PUF 1998, pp. 405-413 ;
9. Article de synthèse in *La démocratie locale*, PUF 1999, pp. 405-415 ;
10. Article de synthèse in *La contractualisation dans le secteur public des pays industrialisés depuis 1980*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 1999, pp. 397-414 ;
11. Article de synthèse in *La loi du 28 pluviôse an VIII deux cents ans après : survivance ou pérennité ?*, PUF, 2000, pp. 269-278 ;
12. Article de synthèse « L'administration sanitaire et sociale en mouvement », in L'administration sanitaire et sociale, *Revue française des affaires sociales*, n° 4, oct-déc. 2001, pp. 127-134 ;
13. Article de synthèse, in B. Basdevant-Gaudemet (Dir.), *Contrat ou institution : un enjeu de société*, LGDJ, Coll. Systèmes, 2004, pp. 183-186 ;
14. Article de synthèse in L. Israël, G. Sacriste, A. Vauchez, L. Willemez (Dir.), *Sur la portée sociale du droit*, PUF, 2005, pp.387-384 ;
15. Article de synthèse in V. Azimi (Dir.), *Les élites administratives en France et en Italie*, Éditions Panthéon-Assas, 2006, pp. 251-256 ;
16. Article de synthèse in F. Robbe (Dir.), *La démocratie participative*, L'Harmattan, 2007, pp. 211-222 ;
17. Article de synthèse, in L. Boy, J.B. Racine, F. Siirainen (Dir.), *Sécurité juridique et droit économique*, Larcier, 2008, pp. 559-578 ;
18. Article de synthèse, in M. Borgetto, M. Chauvière (dir.), *Qui gouverne le social ?*, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2008, pp. 277-284 ;
19. « Epilogue », in M. Massé, J.P. Jean, A. Giudicelli, (Dir.) *Un droit pénal post-moderne ? Mise en perspective des évolutions et ruptures contemporaines*, PUF, Coll. Droit et justice, 2009, pp. 361-367 ;
20. Postface, in G.J. Guglielmi (dir.), *La faveur et le droit*, PUF, 2009, pp. 401-412 ;
21. Article de synthèse, in P. Mbongo, O. Renaudie (Dir.), *Le rapport public annuel du Conseil d'État* , Ed. Cujas, Coll. Actes et études, 2010, pp. 169-177 ;
22. Article de synthèse, in AFDA, *La doctrine en droit administratif*, Litec, Coll. Colloques et débats, 2010, pp. 235-246
23. Article de synthèse, in N. Albert, B. Delaunay (Dir.), *Performance et droit administratif*, Litec, Coll. Colloques et débats, 2010, pp. 293-306 ;
23. Epilogue, in G. Koubi, G. Le Floch, G. Guglielmi (Dir.), *La notion de continuité, des faits au droit*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2011, pp. 321-327 ;
24. Conclusion, « De l'administration démocratique à la démocratie administrative », *RFAP* n° 137-138, 2011, pp. 217-227 ;
25. « Réflexions conclusives sur 'Handicap et aptitude à l'emploi' », *Revue trimestrielle de droit sanitaire et social*, N°5, 2011, pp. 873-879 ;

26. Article de synthèse in O. Bui-Xuan (Dir.), *Droit et espace(s) public(s)*, Fondation Varenne, 2012, pp. 189-196 ;
27. Conclusion générale, in *Défendre en justice la cause des personnes détenues*, La Documentation française, 2014, pp. 255-264 ;
28. Postface, C. Groulier (Dir.), *L'État moralisateur. Regards interdisciplinaires sur la morale dans l'action publique*, Mare et Martin, 2014, pp. 241-248 ;
29. « Propos conclusifs : Réflexions sur la gouvernance du système audiovisuel », in LL. Calandri, S. Regourd (Dir.), *La régulation de la communication audiovisuelle. Enjeux et perspectives*, Institut universitaire Varenne, Coll. Colloques et essais, pp. 375-387 ;
30. Conclusion « État des droits versus État de droit ? », in P.Y. Baudot, A. Revillard (Dir.), *L'État des droits. Politique des droits et pratique des institutions*, Presses SciencesPo, 2015, pp. 245-254 ;
31. Article de synthèse in Laetitia Janicot, Franck Laffaille, Olivier Renaudie (Dir.), *Les villes capitales, miroir de l'État ?* Dalloz, 2015, pp. 165-170 ;
32. Article de synthèse, in D. Dero-Bugny, A. Laget-Annamayer (Dir.), *L'évaluation en droit public*, LGDJ-Lextenso, 2015, pp. 221-234 ;
33. Article de synthèse, in M. Borgetto, A-S. Ginon, F. Guiomard (Dir.), *Quelle(s) protection(s) sociale(s) demain ?*, Dalloz, 2016, pp. 377-385 ;
34. Article de synthèse, in O. Bui-Xuan (dir.), *Représentation et représentativité dans les institutions*, Institut universitaire Varenne, 2016, pp. 265-276 ;
35. Article de synthèse, in F. Bottini (Dir.), *Néolibéralisme et droit public*, Mare et Martin, 2017, pp. 415-425 ;
36. Rapport de synthèse, in P. Bourdon, F. Blanc (Dir.), *L'État et le terrorisme*, Publications de la Sorbonne, 2018, pp. 269-281 ;
37. Article de synthèse, in O. Bui-Xuan (Dir.), *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Editions Varenne, pp. 241-248 ;
38. Article de synthèse, in K. Gilberg, C. Groulier (Dir.), *Former à la légistique. Les nouveaux territoires de la pédagogie juridique*, LexisNexis, 2018, pp. 161-168 ;
39. Conclusion, in J.F. Boudet, C. Lequesne-Roth (Dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare et Martin, Coll. Droit public, 2019, pp. 313-323 ;
40. « Argument », in *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, LGDJ, 2019, pp. 30-37 ;
41. Article de synthèse, in A. Zarca (Dir.), *Les outils au service de la déontologie. Regards croisés dans la fonction publique et dans l'entreprise*, Dalloz, 2020, pp. 173-181 ;
43. Article de synthèse, in *Dynamiques du Commun. Entre État, Marché et sociétés*, Editions de la Sorbonne, 2021, pp. 355-359 ;
44. Conclusion, in E. Bernard, F. Grabias (Dir.), *La confiance en temps de crise*, Bruylant, 2021, pp. 327-338 ;
45. Article de synthèse, in D. Fonseca (Dir.), *Logique des législations antiterroristes. Entre reconfiguration et défiguration du droit*, IFJD, LGDJ, 2021, pp. 193-200 ;
46. Avant-propos, in C. Thiberge (Dir.) et alii, *La garantie normative. Exploration d'une notion-fonction*, Mare et Martin, 2021, pp. 15-21 ;
47. Conclusion, in F. Rouvière, C. Aubry de Maromont, *La méthodologie de la recherche juridique pensée par ses acteurs*, Cahiers de méthodologie juridique, n° 33, PU Aix-Marseille, 2021, pp. 1661-1671 ;

**\* Articles dans des revues françaises (126)**

1. « Le mouvement libéral pour la réforme de l'État à la fin de la Troisième République », *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1966, CXVIIème année, Tome XCIII, pp. 179-232 ;
2. « Les fondements politiques d'une réforme libérale de l'État à la fin de la Troisième République », *Annales de la faculté de droit de Lille*, 1967, pp. 125-182 ;
3. « Le problème de la réforme de l'ORTF en 1968 », *Actualité juridique Droit administratif*, 1969, pp. 217-231 ;
4. « Les rapports entre le Commissariat à l'énergie atomique et Électricité de France », *Actualité juridique Droit administratif*, 1969, pp. 469-483 ;
5. « La technique de l'action récursoire dans le droit de la responsabilité administrative », *La Semaine juridique* 1970, I, n° 2323 ;
6. « La coutume et le droit constitutionnel français », *Revue du droit public*, 1970, pp. 1375-1416 ;
7. « L'ORTF face aux Pouvoirs publics », *Droit social*, n° spécial 1970, pp. 82-95 ;
8. « La réforme de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur », *Droit social* 1971, pp. 512-523 ;
9. « L'interdiction pour le juge administratif de faire acte d'administrateur », *Actualité juridique Droit administratif*, 1972, pp. 67-89 ;
10. « Les formes actuelles de l'économie concertée », *Publications de la faculté de droit d'Amiens*, 1971-1972, n° 1, pp. 68-112 ;
11. « L'ORTF en question », deux articles, *Droit social* 1972 pp. 353-374 et 417-448 ;
12. « Les transformations du statut d'établissement public », *La Semaine juridique* 1972, I, n° 2496 ;
13. « La place de l'établissement public en droit administratif français », *Publications de la faculté de droit d'Amiens* 1972-1973, n° 3, pp. 5-76 ;

14. « L'Office national interprofessionnel du bétail et des viandes (ONIBEV) », *Droit rural* 1973, pp. 116-128
15. « Le pouvoir de monopole et le droit administratif français », *Revue du droit public*, 1974, pp. 21-154 ;
16. « L'Institut de développement industriel ou les ambiguïtés de l'intervention publique dans le secteur industriel », *Droit social* 1974, pp. 189-228 ;
17. « L'association au service public », *La Semaine juridique* 1974, I, n° 2667 ;
18. « L'organisation interprofessionnelle laitière », deux articles, *Droit rural*, 1974, pp. 362-377 et 401-412 ;
19. « Les droits du consommateur usager de services publics », *Droit social*, 1975, pp. 75-88 ;
20. « L'intérêt général dans l'administration française », *Revue internationale des sciences administratives* 1975, pp. 325-350 ;
21. « La participation dans l'administration française : discours et pratiques », Deux articles, *Bull. IIAP* 1976, n° 37, pp. 85-119 et n° 38, pp. 497-554 ;
22. « L'organisation interprofessionnelle agricole », Deux articles, *Droit rural*, 1976 pp. 69-84 et 121-133 ;
23. « Essai sur la notion juridique de service public », *Publications de la faculté de droit d'Amiens* 1976, n° 7, pp. 136-161 ;
24. « Mythes et représentations dans la fonction publique », *Pour*, n° 68-69, 1979, pp. 53-62 ;
25. « La fin de l'État providence », *Projet*, n° 143, mars 1980, pp. 262-274 ;
26. « L'État Nation », *Revue du droit public*, 1980, n° 5, sept-oct., pp. 1273-1302 ;
27. « Les juristes face au projet Sécurité et Liberté », *Léviathan* 1981, n° 6-7, pp. 44-69 ;
28. « L'association entre public et privé », *Revue du droit public*, 1981, pp. 887-918 ;
29. « La légalisation des radios privées locales », *Actualité juridique Droit administratif*, 1982, pp. 36-41 ;
30. « Le plan intérimaire », *AJDA* 1982, pp. 156-159 ;
31. « La politique régionale de recherche », *Correspondance municipale* 1982, n° 225, pp. 4-12 ;
32. « Le statut de la communication audiovisuelle », *Actualité juridique Droit administratif*, 1982, pp. 555-576 ;
33. « Rationalité juridique et rationalité managériale dans l'administration française », *Revue française d'administration publique*, n° 24, oct-déc. 1982, pp. 53-94 (en collaboration) ;
34. « Le service public : du mythe à la réalité », *Projet* n° 188, sept-oct. 1984, pp. 876-896 ;
35. « L'aménagement de la liberté d'accès à l'audiovisuel », *Actualité juridique Droit administratif*, 1984, pp. 504-510 ;
36. « Syndicalisme et fonction publique », *Economie et humanisme* n° 283, mai-juin 1985, pp. 33-40 ;
37. « Administration et développement local », *Revue française d'administration publique*, n° 34, avril-juin 1985, pp. 35-69 ;
38. « Réflexions sur l'institution des autorités administratives indépendantes », *La Semaine juridique* 1986, I, n° 3254 ;
39. « Associations en mutation », *Projet* n° 203, 1987, pp. 43-56 ;
40. « Le nouveau statut de la liberté de communication », *Actualité juridique Droit administratif*, 1987, pp. 59-79
41. « Les enjeux de la déréglementation », *Revue du droit public*, 1987, pp. 281-319 ;
42. « Une nouvelle éthique pour les fonctionnaires », in *Informations sociales* 1987 n° 4, pp. 20-24 ;
43. « L'État de droit », *Revue du droit public*, 1988, pp. 313-380 ;
44. « Le discours de la qualité administrative », *Revue française d'administration publique*, n° 46, avril-juin 1988, pp. 121-143 ;
45. « Le droit administratif, droit de privilège ? » *Pouvoirs* n° 46, 1988, pp. 57-70 ;
46. « COB, CNIL, CNCL et Cie : la "philosophie" des autorités administratives indépendantes », *Regards sur l'actualité* n° 146, déc. 1988, pp. 13-28 ;
47. « De la CNCL au Conseil supérieur de l'audiovisuel », *Actualité juridique Droit administratif*, 1989, pp. 59-76 ;
48. « Réflexions sur l'arrêt Cadot », *Droits* 1989, n° 9, pp. 79-91 ;
49. « Les instances de régulation de l'audiovisuel », *Regards sur l'actualité* n° 149, mars 1989, pp. 39-55
50. « Droit, ordre, institution », in *Définir le droit*, *Droits* n° 10, 1989, pp. 19-22 ;
51. « L'adaptation du service public des télécommunications », *Revue française d'administration publique*, n° 52, oct-déc. 1989, pp. 37-51 ;
52. « L'évolution du système audiovisuel français : ruptures et continuités », *Quaderni* n° 10, Printemps 1990, pp. 9-28 ;
53. « La mutation des postes et télécommunications », *Actualité juridique Droit administratif*, 1990, pp. 667-687 (et aussi *Droit de l'informatique et des télécommunications* 1990, n° 3 et 4) ;
54. « Du principe de séparation au principe de dualité », *Revue française de droit administratif*, 1990, n° 5, pp. 712-723 ;
55. « La dimension symbolique du principe de légalité », *Revue du droit public*, 1990, n° 6, pp. 1651-1678 et *Figures de la légalité* Publisud 1992, pp. 55-90 ;
56. « La réglementation des télécommunications », *Actualité juridique Droit administratif*, 1991, pp. 203-212 ;
57. « Constitution et communication », *Recueil Dalloz-Sirey* 1991, Chronique XLVIII, pp. 247-256 ;
58. « Décentralisation et politiques publiques », in *La décentralisation : bilan et perspectives*, n° spécial *AJDA* 1992, pp. 120-126 ;

59. « Les fonctionnaires et la modernisation administrative », *La Revue administrative* n° 271, janvier-février 1993, pp. 5-8 ;
60. « Le discours de l'État de droit », in *Politiques* n° 6, Eté 1993, pp. 13-20 ;
61. « La juridicisation des préceptes managériaux », *Politiques et management public*, 1993, n° 4, pp. 111-134 ;
62. « Démocratie et service public », *Hommes et libertés*, n° 78, déc.93-fév. 94, pp. 22-28 ;
63. « L'État de droit », « Les régimes politiques européens en perspective », *Cahiers français* n° 268, oct-déc. 1994, pp. 3-8 ;
64. « Le débat sur l'État », in *Les grands débats des années Mitterrand, Regards sur l'actualité*, n° 209-210, mars-avril 1995, pp. 29-41 ;
65. « Les autorités administratives indépendantes et la régulation des marchés », in « Justice et économie », *Justices* n° 1, janvier-juin 1995, Dalloz, pp. 81-90 ;
66. « La réforme de l'État et la conception française du service public », *Revue française d'administration publique*, n° 77, janvier-mars 1996, pp. 189-205 ;
67. « La nouvelle réforme des télécommunications : ruptures et continuités », *Revue française de droit administratif*, 1996, n° 5, pp. 909-947 ;
68. « L'entrée en expertise », *Politix*, n° 36, 1996, pp. 33-50 ;
69. « L'élite politico-administrative : une interpénétration discutée », « L'E.N.A. », *Pouvoirs*, n° 80, 1996, pp. 89-100 ;
70. « Le statut général des fonctionnaires de 1946 : un compromis durable », in *La Revue administrative*, n° spécial 1996 sur « Le cinquantenaire du statut de la fonction publique », pp. 7-21 ;
71. « Regards sur une évolution », « Le service public : unité et diversité », *Actualité juridique-droit administratif*, n° spécial, juin 1997, pp. 8-15 ;
72. « La fin des écoles ? », *Revue du droit public* 1997, n° 3, pp. 679-700 ;
73. « L'État-Nation face à la mondialisation », *Regards sur l'actualité*, n° 234, sept-oct. 1997, pp. 7-17
74. « La gestion publique à l'heure de la banalisation », *Revue française de gestion*, n° 115, septembre-octobre 1997, pp. 26-38 ;
75. « La mise en oeuvre de la réforme des télécommunications », *Revue française de droit administratif*, 1997, n° 6, pp. 1115-1128 ;
76. « L'État de droit », in *L'Année francophone internationale*, 1998, pp. 305-307 ;
77. « Régulation et polycentrisme dans l'administration française », *La Revue administrative*, janvier-février 1998, n° 1, pp. 43-53 ;
78. « L'accélération de l'action administrative », *Revue française d'administration publique*, n° 84, oct.-déc. 1997, pp. 593-607 ;
79. « Vers un droit post-moderne ? Les transformations de la régulation juridique », *Revue du droit public*, 1998, n° 3, pp. 659-714
80. « L'évolution du droit administratif », *Revue du droit public*, 1998, n°5-6, pp. 1794-1809 ;
81. « Les doctrines de l'Etat de droit », « Le droit dans la société », *Les Cahiers français*, n° 288, oct.-déc. 1998, pp. 3-8 ;
82. « Le Conseil d'Etat à la Libération », in « Le Conseil d'Etat et les changements de régime politique », *La Revue administrative*, n° spécial, 1998, pp. 46-52 ;
83. « Prévenir l'échec », in « Les réformes qui échouent », *Revue française d'administration publique*, n° 87, juillet-sept. 1998, pp. 375-392 ;
84. « Les mutations du secteur français de la communication : opérateurs globaux et instances de régulation », *Revue internationale de droit économique*, 1999, n° 1, pp. 43-57 ;
85. « Les transformations de la citoyenneté », *Regards sur l'actualité*, avril 1999, pp. 3-18 ;
86. « La transformation de la relation administrative : mythe ou réalité ? (A propos de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations) », *Recueil Dalloz*, n° 38, 2 novembre 2000, pp. 575-584 ;
87. « Présentation théorique du modèle français de l'Agence », Les agences dans le domaine de la santé (approches comparées), *Cahiers du CERDES*, février 2001, pp. 4-13 ;
88. « La régulation juridique en question », *Droit et Société*, n° 49, 2001, pp. 827-846 ;
89. « Doctrine juridique et science juridique », *Droit et Société*, n° 50, 2002, pp. 103-119 ;
90. « Quelle légitimité pour le service public ? Vers une nouvelle démocratie participative », *Informations sociales*, n° 109, 2003, pp. 130-139 ;
91. « La gouvernance : un nouveau paradigme étatique ? », *Revue française d'administration publique*, n° 105-106, 2003, pp. 203-217 ;
92. « L'État post-moderne : retour sur une hypothèse », *Droits*, n° 39, 2004, pp. 107-120 ;
93. « L'État régulateur », *Revue française d'administration publique*, n° 111, 2004, pp. 473-482 ;
94. « Loi et contrat dans l'action publique », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 17, 2004, pp. 81-86 ;
95. « Politiques publiques et changement social », *Revue française d'administration publique*, n° 115, 2005, pp. 383-390 ;
96. « La reconfiguration de l'administration centrale », *Revue française d'administration publique*, n° 116, 2005, pp. 715-725 ;

97. « État de droit et relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, 2006, pp. 4-17 ;
98. « Le Conseil d'État, au cœur de l'État », « Le Conseil d'État », *Pouvoirs*, n° 123, 2007, pp. 5-17 ;
99. « Les nouvelles frontières du service public », *Regards croisés sur l'économie*, n° 2, septembre 2007, pp. 14-24 ;
100. « Management public et droit », *Politiques et management public*, n° 3, 2008, pp. 93-100 ;
101. « Le statut des autorités administratives indépendantes : harmonisation ou diversification ? », *Revue française de droit administratif*, n°5, 2010, pp. 896-906 et *Revue de droit Henri Capitant*, n° 10, juin 2016, pp. 896 sq. ;
102. « Révision générale des politiques publiques et gestion des ressources humaines », *Revue française d'administration publique*, n° 136, 2010, pp. 907-918 ;
103. « La police est-elle encore une activité régalienne ? », *Archives de politique criminelle*, n°33, 2011, pp. 15-27 ;
104. « Le Défenseur des droits : unité ou diversité ? », *Revue française d'administration publique*, n° 139, 2011, pp. 433-435 ;
105. « La place de l'administration dans la production du droit », *Droit et Société*, n° 79, 2011, pp. 623-636 ;
106. « Le droit administratif vu de la science administrative », *AJDA*, n° 7, 2013, pp. 401-403 ;
107. « Le débat public à l'épreuve. Le projet d'aéroport Notre-Dame des Landes », *AJDA*, n° 14, 2013, pp. 779-783 ;
108. « Le Défenseur des droits : une intégration réussie ? », *Revue française d'administration publique*, n° 147, 2013, pp. 747-760 ;
109. « La simplification de l'action publique et la question du droit », *Revue française d'administration publique*, n° 157, 2016, pp. 205-214 ;
110. « Démocratie sanitaire et citoyenneté administrative », *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2016, pp. 487-492 ;
111. « L'association aux processus décisionnels », in *Journal du droit administratif (JDA)*, 2016, n° 2, « Les relations entre le public et l'administration » (en ligne) ;
112. « Les juristes dans l'espace public », (en collaboration), *Droit et Société*, n° 93, 2016, pp. 359-374 ;
113. « La modernisation de l'action publique (MAP) en question », *Revue française d'administration publique*, n° 158, 2016, pp. 585-598 ;
114. « Autorités administratives indépendantes et État de droit », *Civitas Europa*, n° 37, décembre 2016, pp. 143-154 ;
115. « Contractualisation(s) et action publique », *RFDA*, n° 2, 2018, pp. 209-213 ;
116. « Mai 1968 : révolution dans la doctrine administrativiste ? », *AJDA*, n° 19, 2018, pp. 1075-1081 ;
117. « Vers l'État plateforme ? », *Revue française d'administration publique*, n° 167, 2018, pp. 627-637 ;
118. « L'engagement des assistants en mai 1968 », *Vivre et revivre mai 68 dans les facultés de droit, Revue d'Histoire des facultés de droit et de la culture juridique*, 2018, n° 38, pp. 533-542 ;
119. « Devenir de l'État : vers la fin de l'exceptionnalité française ? », *Le Débat*, n° 206, septembre-octobre 2019, pp. 115-128 ;
120. « Confiance et droit à l'erreur », *Pouvoirs locaux*, n° 114, II/2020, pp. 117-119 ;
121. « Les nouveaux développements de l'État plateforme », *Semaine juridique*, n° 19, 11 mai 2020, pp. 926-933 ;
122. « L'expertise au prisme du contrôle du juge », *Revue française d'administration publique*, n° 173, 2020, pp. 11-17 ;
123. « Expertise scientifique et décision politique », *Revue de droit sanitaire et social*, 2020, pp. 831 sq.
124. « Les configurations de l'État stratège », *Revue française de finances publiques*, n° 152, novembre 2020, pp. 27-36 ;
125. « Un nouvel outil numérique : StopCovid », *Revue française d'administration publique*, n° 174, 2020, pp. 519-528 ;
126. « L'État à l'épreuve du coronavirus », *Pouvoirs*, n° 177, pp. 109-120 ;
127. « Le patriotisme économique », *La Semaine juridique*, n°37, 13 septembre 2021, pp. 1646-1652 ;

**\* Etudes dans des publications étrangères (25)**

1. « La réorganisation du groupe pétrolier ELF-ERAP », *Economia pubblica* 1980, oct-nov., pp. 488-490 ;
2. « Le VIIIe plan et la crise de la planification française », *Economia pubblica* 1981, mars pp. 121-123 et avril pp. 181-183 ;
3. « Le débat économique dans la campagne pour l'élection présidentielle », *Economia pubblica* 1981, mai, pp. 259-261 ;
4. « La relance de l'État providence », *Economia pubblica* 1981, oct-nov. pp. 497-499 ;
5. « La question régionale en France : déplacement des enjeux et processus d'institutionnalisation », in *La décentralisation pour quoi faire, Cahiers de recherche sociologique*, UQAM, Montréal, avril 1985, pp. 9-24
6. « Le autorità amministrative indipendenti », *Transizione* n° 7, 1986, pp. 5-26 ;
7. « Droit et État », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 17, 1986, FUSL, pp. 1-24 ;

8. « La gauche et la haute administration : l'épreuve de l'alternance », *La Constitution*, Athènes, 1988, pp. 290-300 ;
8. « Le concept d'intérêt en science administrative », in *Droit et intérêt*, Publications FUSL 1990, pp. 135-163 ;
10. « A racionalização da produção jurídica », in *Legislação*, Oeiras, n° 3, janvier-mars 1992, pp. 9-22 ;
11. . « L'accélération de l'action administrative et la réforme administrative en France depuis 1945 », in *De l'administration bureaucratique au management administratif*, Verwaltung 200, Baden-Baden 1993, pp. 75-86 ;
12. « Public Administration in Statist France », *Public Administration Review*, janv.-fév. 1996, n° 56, n° 1, pp. 67-74 ;
13. « L'importation de l'Etat de droit », in *L'État de droit et la sécurité juridique*, Institut des sciences juridiques de l'Académie polonaise des sciences-Institut de recherches comparatives CNRS, Scholar, 1996, pp.33-46 et « The importation of Etat de droit », *Journal of Chinese and Comparative Law* 1996, Vol. 2, n° 1, University of Hong-Kong ;
14. « La réforme de l'Etat et la conception française du service public », *Revista do Serviço Publico*, 1996, n° 3, pp. 35-58
15. « Administrative science in France », in W.J.M. Kickert, R.J. Stillman, *The Modern State and its Study. New Administrative Sciences in a Changing Europe and United State*, Edward Elgar, 1999, pp. 83-99 ;
16. « L'accélération de l'action administrative », in *L'accélération du temps juridique*, Presses FUSL, 2000, pp. 489-508 ;
17. « Les nouvelles frontières du service public », *Les partenariats public-privé (PPP) : un défi pour le droit des services publics*, Bruxelles, La Charte, Bibl. de droit administratif, 2005, pp. 13-31
18. « A Governança e o Direito », *Revista de Direito publico da Economia*, n° 12, décembre 2005, pp. 129-146
19. « La transparence administrative en France : un bilan ambivalent », in A. Flückiger (Dir.), *La mise en œuvre du principe de transparence dans l'administration*, Schulthess, Zurich-Bâle, Coll. Pratique du droit administratif, 2006, pp. 29-42 ;
20. « La science administrative française : entre unité et diversité », in *Bestuurskundige Berichten*, Leiden, août 2007, pp. 12-16 ;
21. « As novas fronteiras do serviço publico », *Interesse Publico, Revista bimestrial de Direito Publico*, n° 51, 2008, pp. 146-166 ;
22. « Droit et mémoire », in *Mélanges Lajoie*, Éditions Thémis, Montréal, 2008, pp. 639-657 ;
23. « Les orientations nouvelles de la réforme administrative en France », in « Les réformes de l'administration vues d'en bas », Bruxelles, *Pyramides*, n°19, 2010, pp. 15-28 ;
24. « L'internormativité », in *Les sources du droit revisitées*, Tome 4 : *Théorie des sources du droit*, Presses FUSL 2013, pp. 689-711 ;
25. « L'État de droit au défi de l'État sécuritaire », in *Le droit malgré tout. Hommage à François Ost*, Presses FUSL, 2018, pp. 293-312 ;

### 3° DIVERS

#### \* Rapports (7)

1. « L'évaluation et le contrôle administratif », in *L'évaluation des politiques publiques*, Economica 1984, pp. 227-233 ;
2. « Les missions du service public des télécommunications », in *Le communicateur* n° 2, 1987, pp. 147-149 puis 176-178 ;
3. « Droit et science de l'administration », in *Une administration sans bureaucratie*, Actes de la Table-ronde de Budapest, IISA 1988, pp. 89-119 ;
4. « Société politique et société civile », in *La crise de la représentation au niveau local*, Institut de la décentralisation 1989 ;
5. « L'Etat et la décentralisation », in *La décentralisation dix ans après*, LGDJ 1993, pp. 104-110 ;
6. « Le statut de la Poste et des Télécommunications », in *France Télécom-La Poste : de nouvelles entreprises publiques ? Un nouveau service public ?* IFSA, 1996, pp. 45-46, 48, 51-52, 58-59, 74-75 ;
7. « La mise en œuvre de l'administration électronique », in G. Chatillon, B. du Marais (Dir.), *L'administration électronique au service des citoyens*, Bruylant, 2003, pp. 385-392 ;

#### \* Présentations, introductions (27)

1. « L'expérience régionale en Picardie », in *Les nouvelles institutions régionales en Picardie*, CURAPP, 1976, pp. 5-12 (en collaboration) ;
2. Présentation de *Centre, périphérie, territoire*, PUF 1978, pp. 1-2 ;
3. Présentation de *La communication administration-administrés*, PUF 1983, pp. 7-12 ;
4. Présentation de *L'institution régionale*, PUF 1984, pp. 9-12 ;
5. Présentation de *La société civile*, PUF 1986, pp. 5-6 ;

6. Présentation de *Bioéthique et Droit*, PUF 1988, pp. 5-6 ;
7. Présentation de *La solidarité : un sentiment républicain ?* PUF 1992, pp. 5-7 ;
8. Présentation de *Droit et politique*, PUF 1993, pp. 5-10 ;
9. Présentation de *Le droit administratif en mutation*, PUF 1993, pp. 5-8 ;
10. Présentation de *Les bonnes moeurs*, PUF 1994, pp. 5-11 et "Bonnes moeurs et morale républicaine", pp. 185-190 ;
11. Présentation de *L'identité politique*, PUF 1994, pp. 5-14 ;
12. Présentation de *Public/privé*, PUF 1995, pp. 5-18 ;
13. Présentation de *La gouvernabilité*, PUF 1996, pp. 5-14 ;
14. Présentation de *Désordre(s)*, PUF 1997, pp. 5-14 ;
15. « L'anarchie organisationnelle : position du problème », in *Désordre(s)*, PUF 1997, pp. 267-270 ;
16. « Qu'est-ce qu'une question sensible ? », in *Questions sensibles*, PUF, 1998, pp. 11-16 ;
17. Présentation de *Le métier politique en représentations*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 1999, pp. 9-16 ;
18. Présentation de « L'administration de la sécurité », *RFAP*, n°91, juillet-septembre 1999, pp. 365-368 (en collaboration) ;
19. Présentation de « Réforme de l'État et nouvelle gestion publique : mythes et réalités », *Revue française d'administration publique*, n° 105-106, 2003 (en collaboration) ;
20. Présentation de « La normativité », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 21, 2006, pp. 56-58 ;
21. Présentation de D. Borrillo (dir.), *HALDE : actions, limites et enjeux*, La Documentation française, 2007, pp. 7-8 ;
22. Présentation de « Le Défenseur des droits », *Revue française d'administration publique*, n° 139, 2011, pp. 335-337 ;
23. Présentation de l'atelier « Penser les révolutions conceptuelles des droits de l'homme », Colloque « Révolutions et droits de l'homme », *Revue des droits de l'homme*, n° 5, 2014
24. Propos introductifs, J. Caillosse, O. Renaudie (dir.), *Le Conseil d'Etat et l'Université*, Dalloz, 2015, pp. 119-125 ;
25. Présentation, « Les opérateurs ou comment « assurer » l'intérêt général ? », G.J. Guglielmi (dir.), *L'intérêt général dans les pays de common law et de droit écrit*, Editions Panthéon-Assas, 2017, pp. 105-107 ;
26. Introduction (en collaboration) de « Les données publiques », *Revue française d'administration publique*, n° 167, 2018, pp. 663-669 ;
27. Argument, *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Lextenso, 2019 ;

#### \* Préfaces (33)

1. Préface à l'ouvrage d'Abderahman Dadi, *Tchad, l'Etat retrouvé*, L'Harmattan 1988
2. Préface à l'ouvrage d'Abderrahim Lamchichi, *La contestation islamiste dans les pays du Maghreb*, L'Harmattan 1990 ;
3. Préface à l'ouvrage de Calliope Spanou, *Fonctionnaires et militants : l'administration et les nouveaux mouvements sociaux*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 1991 ;
4. Préface à l'ouvrage de Nathalie Cettina, *Les enjeux organisationnels de la lutte contre le terrorisme*, LGDJ 1995 ;
5. Préface à l'ouvrage de Gilles Dumont, *Innovation organisationnelle et résistance au changement : l'introduction du système Socrate à la SNCF*, LGDJ 1996 ;
6. Préface à l'ouvrage de Marion Paoletti, *La démocratie locale et le referendum*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 1997 ;
7. Préface à l'ouvrage de Sydney Hercule, *Nouvelles orientations en matière de lutte contre la toxicomanie (1993-1995)*, LGDJ, 1997 ;
8. Préface à l'ouvrage de Thierry Paulmier, *L'armée française et les opérations de maintien de la paix*, LGDJ, 1997
9. Préface à l'ouvrage de Gwenaële Calvès, *L'Affirmative action dans la jurisprudence de la Cour suprême des Etats-Unis. Le problème de la discrimination "positive"*, LGDJ, Coll. Bibl. droit constit., tome 86, 1998
10. Préface à l'ouvrage de Gwenaël Le Brazidec, *René Capitant, Carl Schmitt : crise et réforme du parlementarisme*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 1998 ;
11. Préface à l'ouvrage de Stéphane Enguéléguélé, *Les politiques pénales (1958-1995)*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 1998 ;
12. Préface à l'ouvrage d'Olivier Renaudie, *La police et les alternances politiques depuis 1981*, Editions Panthéon Assas, LGDJ, 1999 ;
13. Préface à l'ouvrage d'Olivia Bui-Xuan, *Les femmes au Conseil d'Etat*, L'Harmattan, 2001.
14. Préface à l'ouvrage de Marie Lhérault, *Le "Vrai Journal" décrypté*, Editions Nouveau monde, 2002.
15. Préface à l'ouvrage de Vincent Valentin, *Les conceptions néo-libérales du droit*, Economica, Coll. Corpus-Essais, 2002, pp. 1-4 ;

16. Préface à l'ouvrage de Calliope Spanou, *Citoyens et administration. Les enjeux de l'autonomie et du pluralisme*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, 2002, pp. 7-10 ;
17. Préface à l'ouvrage de Jérôme Drahy, *Le droit contre l'État ? Droit et défense associative des étrangers : l'exemple de la CIMADE*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2004, pp. 7-13 ;
18. Préface à l'ouvrage d'Olivia Bui-Xuan, *Le droit public français entre universalisme et différencialisme*, Economica, Coll. Corpus-Essais, 2004, pp. V-VIII ;
19. Préface à l'ouvrage d'Yvan Bazouni, *Le métier de diplomate*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2005, pp. 9-12 ;
20. Préface à l'ouvrage de Lucie Cluzel-Métayer, *Le service public et l'exigence de qualité*, Dalloz, Bibl. des thèses, 2006, pp. XIII-XVII ;
21. Préface à l'ouvrage de Romain Graëffly, *Le logement social. Etude comparée de l'intervention publique en France et en Europe occidentale*, LGDJ, Bibl. droit public, tome 247, 2006, pp. V-VIII ;
22. Préface à l'ouvrage de Virginie Lanceron, *Du SGCI au SGAE. Évolution d'une administration de coordination au cœur de la politique européenne de la France*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2007, pp. 7-10 ;
23. Préface à l'ouvrage de A-X. Fournier, *La dynamique du pouvoir sous le Ve République*, Presses UQAM, Montréal, 2008, pp. VII-X ;
24. Préface à l'ouvrage d'Olivier Renaudie, *La Préfecture de police*, LGDJ, Coll. Bibl. de droit public, 2008, pp. V-VII ;
25. Préface à l'ouvrage de Ligia Villas Boas Gabbi, *Gouverner une mégapole. L'expérience de Sao Paulo*, L'Harmattan, 2009 ;
26. Préface à l'ouvrage de Sabine Boussard (dir.), *Les droits de la personne détenue*, Dalloz, 2013, pp.1-4 ;
27. Préface à l'ouvrage de Claire Guichet, *Le Comité économique et social européen, Une organisation capable de s'imposer dans la gouvernance européenne ?* L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2013, pp. 9-13 ;
28. Préface à l'ouvrage de Catherine Thibierge (dir.), *La densification normative. Découverte d'un processus*, Mare et Martin, 2013, pp. 5-9 ;
29. Préface à l'ouvrage de Cédric Gaydu, *La démocratie participative locale : l'institution du budget participatif de la ville de Paris*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2016, pp. 9-13 ;
30. Préface à l'ouvrage d'Elena Morenkova-Perrier, *Mémoire et politique. Les représentations du passé soviétique en Russie*, Editions Panthéon-Assas, 2017, pp. 7-9 ;
31. Avant-propos à l'ouvrage de Benjamin Morel, *Le Sénat et sa légitimité. L'institution interprète de son rôle constitutionnel*, Dalloz, 2018, pp. XV-XVII ;
32. Préface à l'ouvrage de Fabien Bottini, *Le service public du développement économique*, LGDJ, 2019, pp. 11-13 ;
33. Préface à l'ouvrage de Mathieu Bauchard, *Emmanuel Macron et l'imposition de la richesse. La politique fiscale des hauts revenus et patrimoines entre 2017 et 2019*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2020, pp. 7-10 ;

#### \* Tribunes, Entretiens, Auditions, Intervention (11)

1. "Doctrines ou science ? », *AJDA*, juillet-août 2001, pp. 603-604
2. « La commande publique de recherche », in *Lettre de la mission Droit et justice*, n° 19, 2004-2005, pp. 14-15 ;
3. « L'État post-moderne et la crise », *Les Petites Affiches*, 15 mai 2009, n° 97, pp. 6-9 ;
4. Hommage à Roland Drago, in AFDA, *La doctrine en droit administratif*, Litec, Coll. Colloques et travaux, 2010, pp. XIII-XV ;
5. « Le service public en six questions », in « Où va le service public ? », *Forum*, n° 1, 2001, pp. 16-25 ;
6. « Le droit en contexte », *RIEJ*, 2013.70, pp. 60-62 ;
7. Compte-rendu de l'audition par la mission commune d'information du Sénat sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques, in *Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique*, Doc. Parlem. Sénat, 2013-2014, n° 589, Tome 2, pp. 7-13 ;
8. « Mai 68 et le droit administratif », in *Se mobiliser. Mai 68 dans les facultés de droit*, PU. Paris-Nanterre, 2019, pp. 67-71 ;
9. « L'État profond », Libres propos, *La Semaine juridique*, n° 41, 7 octobre 2019, p. 1766-1767.
10. « Expertise scientifique et décision politique », *Club des juristes*, Blog du coronavirus, 23 mars 2020
11. « Le basculement vers une économie de guerre », *Club des juristes*, Blog du coronavirus, 2 avril 2020

#### \* Notes de jurisprudence (22)

1. Sous TC 24 juin 1968, Société d'approvisionnements alimentaires, *Dalloz* 1969, II, pp. 116 sq ;
2. Sous CE 13 juin 1969, Ministre des armées c/ Bussy, *Dalloz* 1969, II, pp. 482 sq ;
3. Sous TC 3 mars 1969, Esposito, *La Semaine juridique* 1969, II, n° 16 037 ;
4. Sous CE 13 février 1970, Dame Vigan, *La Semaine juridique* 1969, II, n° 16 350 ;

5. Sous CA. Lyon 22 janvier 1970, Sté Pyragric c/ ORTF, *Dalloz* 1971, II, pp. 208 sq ;
6. Sous CE 20 novembre 1970, Bouez et UNEF, *AJDA* 1971 pp. 483 sq ;
7. Sous TC 7 décembre 1970 Riehm c/ ORTF, *Dalloz* 1971, II, pp. 611 sq ;
8. Sous CE 28 janvier 1972, Conseil transitoire, *La Semaine juridique* 1973, II, n° 17 296 ;
9. Sous Ch. civ. 25 avril 1972 et TGI Paris 29 juin 1973, *Dalloz* 1973, II, pp. 614 sq ;
10. Sous CE 26 janvier 1973, Sté Leroi, *Droit rural* 1973, n° 25, pp. 448 sq ;
11. Sous CE 8 décembre 1972 et 31 janvier 1973, *Droit rural* 1973, n° 25, pp. 450 sq ;
12. Sous CE 18 janvier 1974, Université de Picardie, *AJDA* 1974, pp. 483 sq ;
13. Sous plusieurs arrêts, *Droit rural*, n° 34, pp. 267 sq ;
14. Sous TA. Amiens 25 avril 1975, Rouhette, *AJDA* 1975, pp. 460 sq ;
15. Sous CE 6 octobre 1976, 2 espèces, *La Semaine juridique* 1977, II., pp. 283 sq ;
16. Sous CA. Montpellier 5 mai 1977, *Dalloz* 1979, II, pp. 283 sq ;
17. Sous CA. Paris 22 décembre 1981, *Dalloz* 1982, II, pp.356 sq ;
18. Sous CE 19 avril 1985, *AJDA* 1985, pp. 495 sq ;
19. Sous CC. 23 janvier 1987, *AJDA* 1987, pp. 345-350 ;
20. Sous CC 28 juillet 1989, *AJDA* 1989, pp. 619-627 ;
21. Sous CE 27 juillet 1990, *AJDA* 1991, pp. 151-153 ;
22. Sous 28 mai 1954, Barel et autres, in *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Lextenso, 2019

#### \* Compte-rendus (49)

1. Compte-rendu de C. Cambier, « Droit administratif », Larcier 1968, *Revue trim. de droit comparé* 1970 ;
2. Compte-rendu de J. Delors, « La démocratie à portée de la main », A. Michel 1977, *RFAP* n° 8, oct-déc. 1978, pp. 868-872 ;
3. Compte-rendu de la « Table-ronde sur la recherche administrative », organisée par l'IFSA le 16 mai 1981, *RFAP* 1981, n° 19, juillet-sept., pp. 129-133 ;
4. Bilan sur « La recherche locale et la science administrative », *RFAP* n° 24, oct-déc. 1982, pp. 143-147 ;
5. Compte-rendu de « La décision administrative en milieu local », la Documentation française 1982, *RFAP* n° 23, juillet-sept. pp. 161-166 ;
6. Note critique sur B. Lacroix, J. Lagroye (dir.) Le Président de la République. Usages et genèses d'une institution, FNSP 1992, in *Politix* n° 23, 1993, pp. 134-143 ;
7. Compte-rendu de G. Timsit, Gouverner ou juger. Les blasons de la légalité, *RISA* 1996, n° 1, pp. 159-162
8. Compte-rendu de J. Barreau, La réforme des PTT : quel avenir pour le service public ?, *PMP*, n° 2, 1996, pp. 135-138 ;
9. Compte-rendu de Y. Mény, P. Muller, J.L. Quermonne (Dir.), Politiques publiques en Europe, *PMP*, n° 2, 1996, pp. 138-143 ;
10. Compte-rendu de L. Chaty, L'administration face au management : projets de service et centres de responsabilité dans l'administration française, *RFAP*, n° 80, oct.-déc. 1996, pp. 787-788 ;
11. Compte-rendu de A.J. Arnaud, Entre modernité et mondialisation : cinq leçons d'histoire de la philosophie du droit et de l'État, *Droit et société*, 1998, n° 40, pp. 659-662 ;
12. Compte-rendu de M. Kalusynski, S. Wahnich (Dir.), L'Etat contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation, *RFAP*, n° 89, janv.-mars 1999, pp. 189-191 ;
13. Compte-rendu de J.M. Eymeri, La fabrique des énarques, *RFSP* n° 5, 2001, pp. 824-826 ;
14. Compte-rendu de P. Warin, Les dépanneurs de justice. Les « petits fonctionnaires » entre qualité et équité, *RFSP* n° 2, 2003, pp. 313-314 ;
15. Compte-rendu de A. Laget-Annamayer, «La régulation des services publics en réseaux. Télécommunications et électricité », *RDP* n°4, 2003, pp. 1185-1188 ;
16. Compte-rendu de V. Duclert, C. Prochasson (Dir.), « Dictionnaire critique de la République », *RFAP*, n° 105-106, 2003, p. 288 ;
17. Compte-rendu de B. Du Marais, Droit public de la régulation économique, *RDP*, n° 6, 2004, pp. 1767-1769 ;
18. Compte-rendu de G..J. Guglielmi, C. Haroche (Dir.), « Esprit de corps, démocratie et espace public », *Droit et société*, n° 62/2006, pp. 261-267 ;
19. Compte-rendu de F. Dreyfus, J.M. Eymeri (Dir.), Science politique de l'administration. Une approche comparative, *RFAP*, n° 118, 2006, pp. 377-379 ;
20. Compte-rendu de G. Jeannot, Les métiers flous. Travail et action publique, *RFAP*, n° 118, 2006, pp. 379-381 ;
21. Compte-rendu des Annales de la régulation, Vol, LGDJ, 2006, *RDP* n° 6, 2006, pp. 1841-1843 ;
22. Compte-rendu de JJ. Pardini, C. Devès (Dir.), La réforme de l'État, Bruylant, 2005, *RFAP*, n° 120, 2006, pp. 829-830 ;
23. Compte-rendu de A. Siné, L'ordre budgétaire. L'économie politique des dépenses de l'État, 2006, *RFAP*, n° 121-122, 2007, pp. 261-263 ;

24. Compte-rendu de P. Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006, *Commentaire* n° 119, Automne 2007, pp. 831-835 ;
25. Compte-rendu de E. Gristi, *La réforme de l'État*, Vuibert, 2007, *RFAP*, n° 126, 2008, pp. 450-452 ;
26. Compte-rendu de C. Haroche, *L'avenir du sensible. Les sens et les sentiments en question*, PUF, 2007, *Cahiers internationaux de sociologie*, pp. 391-393 ;
27. Compte-rendu de D. Schnapper, *Une sociologue au Conseil d'Etat*, Gallimard 2010, *RDP*, n° 3, 2010, pp. 895-901 ;
28. Compte-rendu de D. Bayart, A. Borzeix, H. Dumez (Dir.), *Langage et organisations. Sur les traces de Jacques Girin*, Editions de l'Ecole polytechnique, *PMP*, 2010 n° 3, pp. 121-124 ;
29. Compte-rendu de G. Bigot, *L'administration française. Politique, droit et société*, Tome 1, 1789-1870, Lexis-Nexis 2010, *RFAP*, n° 136, 2010, pp. 1056-1058 ;
30. Compte-rendu de JJ. Sueur, *Pour un droit politique. Contribution à un débat*, *RFSP*, 2012, n° 4, pp. 728-729 ;
31. Compte-rendu de G. Sacriste, *La république des constitutionnalistes. Professeurs de droit et légitimation de l'État en France (1870-1914)* Les Presses SciencesPo, *Droit et Société*, n° 82, 2012, pp. 838-843 ;
32. Compte-rendu de J.M. Eymeri-Douzans, G. Bouckaert (Dir.), *La France et ses administrations. Un état de savoirs*, Bruylant, 2013, *RFAP*, n° 148, 2013, pp. 1125-1127 ;
33. Compte-rendu de N. Kada, M. Mathieu (Dir.), *Dictionnaire d'Administration publique*, PUG, 2014, *RFSP*, n°2, 2015, pp. 341-342 ;
34. Compte-rendu de L. Boussaguet, S. Jacquot, P. Ravinet (Dir.), *Une 'French touch' dans l'analyse des politiques publiques ?* Presses SciencesPo, 2015, *RFAP*, n° 153, 2015, pp. 323-325 ;
35. Compte-rendu de A. Bartoli, C. Blatrix, *Management dans les organisations publiques. Défis et logiques d'action*, Dunod, 4<sup>ème</sup> éd., 2015, *RFAP*, n° 154, 2015, pp. 583-587 ;
36. Compte-rendu de J.M. Blanquer, M. Milet, *L'invention de l'État. Léon Duguit, Maurice Hauriou et la naissance du droit public moderne*, O. Jacob, Histoire, 2015, *Blog Droit et Société*, 2015 (en ligne) signalé dans n° 95, 2016 ;
37. Compte-rendu de J.M. Eymeri-Douzans, X. Bioy, S. Mouton (Dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Presses SciencesPo, 2015, *RFAP*, n° 156, 2015, pp. 1149-1151 ;
38. Compte-rendu de M. Garcia-Villegas, *Les pouvoirs du droit. Analyse comparée d'études sociopolitiques du droit*, Lextenso-LGDJ, 2015, *RFAP*, n° 158, 2016 ;
39. Compte-rendu de X. Cabanes, J.F. Boudet (Dir.), *Les finances publiques citoyennes*, LGDJ-Lextenso, 2017, *RFAP*, n° 161, 2017, pp. 228-230 ;
40. Compte-rendu de E. Cherrier, S. François (Dir.), *Le service public et les idéologies politiques*, P.U. du Septentrion, 2016, *RFSP*, n° 4, 2017 ;
41. Compte-rendu de P. France, A. Vauchez, *Sphère publique, Intérêts privés. Enquête sur un grand brouillage*, Presses SciencesPo, 2017, *RFAP*, 2018, pp. 445-447 ;
42. Compte-rendu de P. Bonin, P. Brunet, S. Kernéis (Dir.), *Formes et doctrines de l'État. Dialogue entre histoire du droit et théorie du droit*, Pedone, 2017, *Revue d'histoire des facultés de droit et de la culture juridique*, n° 37, 2017, pp. 832-839 ;
43. Compte-rendu de J.M. Weller, *Fabriquer des actes d'État. Une ethnographie du travail bureaucratique*, Economica, 2018, *RFAP* n° 168, 2018, pp. 1003-1004 ;
44. Compte-rendu de N. Matyjasik, M. Guenoun (Dir.), *En finir avec le New Public Management*, IGPDE, 2019, *RFAP*, n° 170, 2019, pp. 546-548 ;
45. Compte-rendu de M. Vogliotti, *Les nouveaux chemins de la légalité. Au-delà de la modernité juridique*, Presses de l'Université Saint-Louis, *Blog -Droit et Société*, <https://ds.hypotheses.org/7660>, 3 mars 2020 ;
46. Compte-rendu de P. Gibert, J.C. Thoenig, *La modernisation de l'État. Une promesse trahie ?*, Classiques Garnier, Bibliothèque de l'économiste, n° 25, 342 pp., *RFAP*, n° 172, 2019, pp. 1133-1135 ;
47. Compte-rendu de F. Massé, *Urgence et lenteur. Politique, administration, collectivités. Un nouveau contrat*, Fauves Editions, 2020, 286 pp., *RFAP*, n° 175, 2020, pp. 837-838 ;
48. Compte-rendu de S. Soriano, *Un avenir pour le service public. Un nouvel État face à la vague écologique, numérique, démocratique*, Odile Jacob, 2020, 234 pp, *RFAP*, n° 177, 2021, pp. 255-257 ;
49. Recension de L. Israël, *A la gauche du droit. Mobilisations politiques du droit et de la justice en France (1968-1981)*, Editions EHESS, 2020, 350 pp, *Blog Chemins publics*, 20 avril 2021 ;

#### 4° RAPPORTS ADMINISTRATIFS

*L'avenir de la Poste*, rapport de mission au ministre des Postes et télécommunications et de la télédiffusion, La Documentation française 1984, 189 pp

